



KINGDOM OF BELGIUM

Minister of Development Cooperation
and Major Cities Policy

Annexe A : MODELE DE PROPOSITION DE PROJET

NOM DU PROJET : Lutter contre l'exclusion des femmes, des filles, des hommes et des garçons, issus des communautés hôtes et réfugiées les plus fragiles au Liban, renforcer leur résilience et leur autonomie, en facilitant leur accès aux droits économiques et sociaux (protection, services de base, ...) au sein de centres opérées par des organisations locales

MONTANT DEMANDE: 1,000,000 (en euros)

DUREE DU PROJET : 27 (nombre de mois)

DATE D'INTRODUCTION: 30 septembre 2023

Instructions:

- La proposition de projet ne peut pas dépasser **le nombre maximum de 10 pages**
- **Les langues éligibles sont l'anglais et le français.**
- Cette proposition de projet ne peut pas être soumise sous forme manuscrite
- La proposition de projet doit contenir tous les éléments énumérés dans le format, y compris d'un **cadre logique** et un **budget détaillé** permettant de clarifier la ventilation des coûts.
- La description du projet doit définir les objectifs de manière qualitative et quantitative, ainsi que les indicateurs permettant de mesurer l'impact du projet. Les indicateurs doivent être **SMART** : Spécifiques, Mesurables, Acceptables, Réalistes, Temporels.
- Au plus tard 3 mois après le début du projet, l'organisation bénéficiaire soumettra au donateur une « **baseline** » complète qui répond aux critères de qualité permettant une évaluation finale mesurable.

1. Organisation

NOM COMPLET:	Lebanese Association for Popular Action (Amel)
ABREVIATION:	Amel
STATUT JURIDIQUE :	Organisation Non-Gouvernementale
ADRESSE OFFICIELLE	Immeuble Amel, rue Daoud Abou Chakra, Moussaitbeh, Beyrouth, Liban
ADRESSE POUR LA CORRESPONDANCE (si différente de l'adresse officielle)	Non-applicable
REPRESENTANT (nom et fonction)	Dr Kamel Mohanna, Président
SITE INTERNET	www.amel.org
PERSONNE DE CONTACT	Virginie Lefevre Coordinatrice
TELEPHONE/GSM	+ 961 718 555 93.
E-MAIL	research@amel.org .

2. Données bancaires

NOM DE LA BANQUE :	Banque Libano-Française s.a.l.
ADRESSE DE LA BANQUE :	Agence Mar Elias, Mar Elias, Beyrouth, Liban
NUMERO DE COMPTE/IBAN (UE)	LB98001000000017863558002978
TITULAIRE DU COMPTE :	Lebanese Association for Popular Action (Amel)
BIC/SWIFT :	BSFBLBBX
REFERENCE A INDIQUER LORS DES PAIEMENTS	Projet Liban-Belgique Résilience

3. Motivation (Pertinence)

Contexte : Le Liban subit de multiples crises, notamment humanitaires, depuis plusieurs décennies, qui se sont accrues avec la crise syrienne de 2011, résultant notamment en un afflux massif de réfugiés fuyant les conflits. Cela a mis en lumière les problèmes structurels et systémiques du pays, accentués par une pression croissante sur des infrastructures d'ores et déjà fragilisées. En 2020, la crise sanitaire due au COVID-19 et l'explosion du port de Beyrouth ont davantage déstabilisé le pays, rendant encore plus visibles les défaillances de son système sanitaire, politique et économique. La crise en Ukraine a également contribué au désespoir au sein du pays, ajoutant ainsi des perturbations supplémentaires aux chaînes d'approvisionnement en blé et en carburant. Ces chocs combinés ont créé la troisième pire crise économique nationale des 150 dernières années, selon les données de la Banque mondiale. Sur le plan sanitaire, une épidémie de choléra a été déclarée au Liban en octobre 2022. On estime, sur la base du « Emergency Response Plan », à 3 millions le nombre de personnes libanaises vivant sous le seuil de pauvreté soit 78% de la population totale. Selon le VASyR, 90% des familles des 1,5 million réfugiés syriens présent sur le territoire libanais vivent dans une extrême pauvreté alors que la compétition pour l'accès aux activités génératrices de revenu s'accroît. Sur le sujet des tensions, le PNUD a estimé dans ces briefings confidentiels bimensuels pour la période mars-avril 2023 que les tensions entre réfugiés syriens et populations libanaises sont perçues à leur plus haut niveau, par les populations libanaises et réfugiés, depuis 2017. Cela se matérialise notamment par une rhétorique anti-réfugiés dans les médias ainsi que des restrictions grandissantes en termes d'accès au travail et de liberté de mouvements pour les réfugiés.

Exposé du problème : Au milieu de ces crises humanitaire, sociale, économique et sanitaire en cours, les niveaux de pauvreté parmi toutes les populations au Liban sont en forte hausse et ont entravé la capacité des gens à « faire face ». Ainsi, les causes de fragilité sont multiples et la principale source de tensions est l'accès (ou le manque d'accès) aux services de base et aux opportunités génératrices de revenu. De plus, il existe un nombre limité de dispositifs locaux permettant une interaction et un dialogue intra-inter communautaire.

Pertinence : Alors que les conditions d'un retour vers la Syrie ne sont pas réunies de façon structurelle, selon les propos officiels tenus dans le cadre de la conférence des pays donateurs pour la Syrie, en juin 2023 et que la situation du Liban (crises évoquées précédemment, blocages politiques, absence de réformes) ne s'améliore pas, il convient de réduire les causes de la fragilité des réfugiés syriens et des groupes vulnérables dans les communautés d'accueil au Liban. En ce sens, le projet proposé, mettant en place des dispositifs locaux et multi-sectoriels, inscrits dans la durabilité et sensibles aux conflits, renforçant l'accès aux services de base ainsi que la résilience et l'autonomie socio-économiques des personnes les plus vulnérables, sans discrimination, démontre toute sa pertinence.

4. Objectifs (efficacité)

Objectif général : Lutter contre l'exclusion des femmes, des filles, des hommes et des garçons, issus des communautés hôtes et réfugiées les plus fragiles au Liban, renforcer leur résilience et leur autonomie, en

facilitant leur accès aux droits économiques et sociaux (protection, services de base,) au sein de centres opérées par des organisations locales.

Objectifs spécifiques : Renforcer la protection sociale, sans discrimination, des populations les plus vulnérables au sein de 6 centres multi-sectoriels au Liban ; Mettre en place des outils de sensibilisation, de suivi et d'évaluation de la cohésion sociale entre les populations les plus vulnérables au sein de 6 centres multi-sectoriels au Liban ; Améliorer l'autonomie et la résilience socio-économique des populations les plus vulnérables en les formant aux compétences de vie et professionnelle.

Groupes cibles (nombre et type) : Le projet ciblera directement 13800 personnes issues des communautés les plus vulnérables hôtes et réfugiées, au Liban, dans 6 gouvernorats (Beyrouth / Mont Liban, Sud Liban, Nabatieh, Akkar, Baalbeck, Bekaa). Le projet, qui s'inscrit dans la cohésion et la résilience, adoptera une approche équitable en termes de communautés hôtes (libanais, palestiniens, migrants, etc.) et réfugiées (50/50). De plus, le projet cible de façon équilibrée les femmes, les hommes, les filles et les garçons, afin que le vivre ensemble soit davantage développé, dans le cadre de l'approche « égalité des sexes ». Il comprendra aussi des activités spécifique portant sur le genre (protection, santé reproductive, etc.) alors que les composantes cohésion sociale incluent aussi une dimension de genre. Il faut aussi noter que 20 personnes travaillant dans des centres opérés par des organisations locales seront formées aux techniques de cohésion sociale (R2). Le projet s'assurera donc de son inclusivité (approche « leave no one behind ») ainsi que de la promotion et la protection des droits pour toutes les personnes (approche « HRBA »).

Résultats attendus : 6 centres multi-sectoriels ont permis à 6000 personnes vulnérables issues des communautés hôtes et réfugiées d'avoir accès à une protection sociale renforcée ; 6 centres multi-sectoriels ont permis à 20 personnes travaillant avec des organisations locales de mettre en place des outils renforçant la cohésion sociale entre 1750 personnes issues des communautés les plus vulnérables ; 6 centres multi-sectoriels ont permis à 6050 personnes vulnérables issues des communautés hôtes et réfugiées d'augmenter leur résilience et leur autonomie économique et sociale.

5. Activités et stratégies (efficience)

Stratégies développées (theory of change): SI les filles, les femmes, les garçons et les hommes ont un accès renforcé aux droits économiques et sociaux ainsi qu'aux formations de compétences de vie et professionnelles, ET SI les équipes de 6 centres opérés par des organisations locales sont formées afin de maintenir et de renforcer la cohésion sociale au sein des populations les plus vulnérables, composées de communautés hôtes et réfugiées, ALORS les populations les plus vulnérables renforceront leur résilience et leur autonomie, économiques et sociales, dans un environnement inclusif de dialogue et de non-discrimination.

Activités prévues : Les 6 centres multi-sectoriels sont des dispositifs opérés par des organisations locales (Amel et AND) et le projet est bâti sur leur expertise existante afin de développer la protection, la cohésion, la résilience, et l'autonomie. Ainsi, les 6 centres mettront en place des activités de protection sociale / des services de base compréhensifs (1), dans le cadre d'une approche « sensible aux conflits » à laquelle sera formée les personnels des organisations locales (2) tout en considérant que ces centres permettront d'adresser de façon compréhensive les causes de fragilité des populations les plus vulnérables par les formations et le soutien ponctuel financier de résilience et d'autonomie socio-économique (3) tel que décrits ci-dessous :

1) Protection sociale

A - Support psycho-social de groupe et individuel : Dans les 6 centres, sous la supervision de personnels qualifiés, des femmes, des hommes, des filles et des garçons, bénéficieront de services de base et particulièrement de protection via des sessions de groupe et individuelles (« focused based protection », « community based protection », etc.) qui permettront aux personnes ciblées de prévenir et de traiter des problématiques de protection et de genre (santé mentale, violences, etc.). La liste complète et les curricula sont à disposition. Le curriculum de ces sessions est ancré dans les méthodologies des « core groups » protection et santé inter-agences au Liban desquels Amel fait partie.

B - Orientations et accompagnements éducatifs et sanitaires : Les personnels qualifiés, via les services de base disponibles dans les centres et dans les environs, les accompagneront / orienteront vers des programmes d'éducation non-formelle (soutien scolaire, apprentissage accéléré, etc.) et des soins de santé primaire, disponible au sein des centres multi-sectoriels et dans leur zone de couverture.

C - Gestion de cas individuels violence basée sur le genre / sante reproductive et sexuelle : Des personnes spécialisées dans la gestion de cas individuels (incluant des psychologues) permettront aux populations les plus vulnérables, via des sessions individuelles, d'accéder aux services de base de prévention de la violence et de santé sexuelle et reproductive (planning familial, grossesse, etc.).

2) Cohésion sociale

A - Formations des centres des organisations locales aux techniques de cohésion sociale via le développement de « tool kits » de sensibilisation et de gestion / suivi de conflits : Une consultante d'Amel, spécialisée dans la cohésion sociale et ayant déjà formé des équipes médico-sociales, renforcera les capacités des personnels afin qu'ils puissent mettre en place des sessions de sensibilisation sur la cohésion sociale (qui seront amenées via les sessions de protection) et de dialogue. Les personnels des organisations locales coconstruiront les sessions / « tool kits » avec la consultante. Lesdits « tool kits » seront par la suite et aussi diffusés auprès des ONGs locales et internationales au Liban via le groupe de travail « stabilité sociale » géré par le PNUD ainsi que d'autres fora inter-agences humanitaires et de développement pertinents dans les secteurs de la santé, de l'éducation, de la protection et de la résilience économique.

B - Sessions de sensibilisation et de dialogue entre les communautés : Les personnels (notamment les assistantes sociales) des centres locaux mettront en œuvre des sessions de sensibilisation et de dialogue, sur la base de la méthodologie développée par la consultante et extraite de l'[approche « sensible aux conflits » développée par Amel](#) avec le soutien technique de International Alert visant intégrant la cohésion sociale au sein de la mise en place des services de base. C'est aussi dans le cadre de cette méthodologie que les personnels d'Amel et d'AND pourront effectuer un suivi détaillé d'indicateurs de cohésion sociale sur le plan local qui seront ensuite suivi via une réitération d'un cadre logique plus complet.

C - Evènements locaux et nationaux inter et intra-communautaires sensibles aux conflits : Au-delà des dialogues qui seront menés lors des sessions avec les populations les plus vulnérables, interagissant dans le cadre de sessions et groupes mixtes, des événements locaux et nationaux permettront de promouvoir la méthodologie et de favoriser, dans le cadre de la mise en place de services de base non-discriminatoires, une approche sensible aux conflits. Cet élément de diffusion et de sensibilisation s'inscrit elle aussi dans l'approche développée par la consultante.

3) Résilience et autonomie socio-économique

A - Formations aux compétences de vie (« life skills ») : Avec les ressources de mobilisation et sociales des équipes des centres multi-sectoriels, les individus les plus vulnérables seront ciblés afin de suivre des sessions sur les compétences de vie, en lien avec leur intégration dans le cadre d'activités génératrices de revenu ce qui inclura les compétences linguistiques, l'employabilité, la gestion du temps, la communication, etc. Le curriculum de ces formations a été développé par Amel et AND, au cours des 10 dernières années.

B - Formations aux compétences professionnelles (« vocational trainings ») : En parallèle des sessions de « life skills » des ateliers de formations professionnelles, centrés sur l'artisanat, les professions informatiques et la production alimentaire, seront organisés dans les centres. Ces sujets ont été choisis sur la base des perspectives d'activités génératrices de revenu dans les zones ciblées.

C - Soutien financier / petits financements aux coopératives et regroupements de personnes vulnérables amorçant des activités génératrices de revenu : Dans le cadre des formations professionnelles, des regroupements d'individus seront favorisés afin qu'ils puissent construire, avec leurs compétences de vie et leur formation professionnelle, une activité génératrice de revenus. Sur la base des expériences précédentes d'Amel et d'AND, cela pourra inclure : traiteur, coopérative de production alimentaire, coopérative d'artisanats, production de savons, etc.

Il convient aussi de noter que le projet sera ancré localement, via les 6 centres et couvrira ainsi tous les gouvernorats les plus vulnérables : Akkar, Beyrouth / Mont Liban, Nabatieh, Sud Liban, Baalbeck, Bekaa. Ces zones ont été choisies car elles font partie des plus vulnérables, selon les mapping inter-agences [MSNA](#) et [VASYR](#). Ces zones constituent aussi des points où les organisations locales sont implantées depuis plusieurs années.

Calendrier : Selon le chronogramme, le projet débutera par une phase préparatoire qui permettra de recruter et de former tous les personnels mobilisés pour la mise en œuvre des activités de protection sociale, de cohésion et de résilience et de préparer les plans d'intervention (i.e. workplans « détaillés »). C'est aussi lors de cette période (M1-M5) que les marchés seront passés alors que la Baseline sera effectuée pendant les 3 premiers mois du projet. Les activités avec les populations affectées se déroulera sur 20 mois (M6-M25) alors que les 2 derniers mois seront consacrés à la finalisation du projet et aux événements.

	M1	M2	M3	M4	M5	M6	M7	M8	M9	M10	M11	M12	M13	M14	M15	M16	M17	M18	M19	M20	M21	M22	M23	M24	M25	M26	M27
Phase préparatoire: Recrutement, passation de marchés, formations initiales, etc.	■	■	■	■	■																						
Baseline	■	■	■																								
R1 Protection sociale						■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■
R2 Cohésion sociale						■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■
R3 Résilience économique et sociale						■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■
Phase de finalisation: événements, capitalisation, reporting final, inventaire, etc.																										■	■

Capacité organisationnelle : résultats préalables et “leçons apprises” (dans le contexte de projets/programmes récents et/ou en cours) : Amel met en œuvre des projets et programmes de protection sociale et de résilience depuis sa création, il y a plus de 40 ans, et de cohésion sociale / dialogue, suivant une approche sensible aux conflits, développée il y a 10 ans. Ainsi, ce sont plus de 200 000 personnes qui, par an, participent aux actions d'Amel. Ces dernières sont financées par des bailleurs institutionnels et des dons privés pour un budget annuel de 10,000,000 d'Euros. Il est par ailleurs intéressant de noter qu'Amel a mis en œuvre un projet genre, avec le soutien du Ministère des Affaires Etrangères Belge, lors de la période 2020-2023, dont l'approche est reprise dans le R1 du présent projet et dont les zones de mise en œuvre se retrouvent aussi dans l'ancrage géographique de la présente proposition. Amel coopère aussi avec de nombreuses organisations locales, tel que Akkar Network for Development (AND), partenaire du présent projet, afin d'assurer une complémentarité avec ses actions. Amel. Dans ce cadre, forte de cette expérience et de cette expertise, Amel constate qu'il est primordial d'avoir une approche compréhensive, axée sur la protection sociale et les services de base (R1), avec des personnels formés aux techniques de gestion de conflits et de dialogue (R2), tout en donnant les moyens aux populations locales de vivre dignement et d'assurer leur indépendance sociale et économique (R3). Il est aussi primordial, selon les constats d'Amel, que l'égalité des sexes soit au cœur du projet qui doit ainsi cibler tous les genres. Enfin, la pérennité du projet se doit d'être garantie par des acteurs locaux, s'inscrivant dans une logique humanitaire, répondant aux besoins les plus urgents, tout en structurant par ailleurs des réponses durables et systémiques.

6. Partenaires (Synergie et complémentarité)

Partenaires et leur valeur ajoutée : Le projet sera mis en œuvre par Amel sur tout le territoire libanais et, en partenariat, au Akkar, avec Akkar Network for Development (AND). Cette association travaille avec Amel depuis près de 10 ans. L'organisation dispose d'un ancrage local au Akkar, permettant à Amel de disposer d'une couverture géographique nationale. L'expertise de AND dans le cadre multi-sectoriel, du « livelihood » et de la protection, permet aussi à Amel de pouvoir compter sur leurs compétences. AND n'étant pas formée sur les questions de cohésion sociale, l'approche d'Amel leur permettra d'acquérir de nouvelles compétences organisationnelles et individuelles. Par ailleurs, tant pour Amel que pour AND, ce partenariat reposera, au niveau local, sur des institutions ayant une influence sur la résilience et la cohésion sociale : municipalités, associations locales, groupes de scout, centres de développement social du Ministère des Affaires Sociales, bibliothèques municipales. De plus et au niveau national, Amel poursuivra la coordination avec les Ministères de tutelle et les agences des Nations Unies ainsi que son dialogue structuré avec les ONGs locales et internationales répondant à ces thématiques. Amel et AND disposent depuis plusieurs années d'un accord

cadre de partenariat, affirmant leur volonté de développer une coopération basée sur la complémentarité, dans les domaines « protection », « éducation » et « livelihood » avec les éléments de diligence nécessaires. Dans le cadre du présent projet, un accord spécifique de partenariat sera signé et mentionnera qu'AND est responsable de la mise en œuvre du projet dans son centre au Akkar (R1 et R2) alors qu'Amel est en charge de la formation sur la cohésion sociale (R3) et de la mise en œuvre dans ses zones d'intervention. Amel supervisera le respect des procédures et politiques standard par AND dans le cadre de sa gestion des finances, de la passation des marchés, des ressources humaines du suivi et de l'évaluation. Amel se chargera du reporting financier et narratif, de la relation avec le bailleur, de la coordination du partenariat et de la communication / visibilité d'ensemble du projet. Cet accord spécifique mentionnera aussi le budget alloué à AND (20% du budget total), l'obligation de co-financement d'Amel (voir le pourcentage au sein du budget) ainsi que les modalités de prises de décision (consensuelle via un comité de pilotage), de reporting, de transfert financier. **Synergies et complémentarités avec d'autres interventions** : Ce projet s'insère dans les programmes multi-sectoriels d'Amel Association International. Ces derniers sont mis en œuvre dans ses centres médico-sociaux en partenariat avec les autorités locales et les agences internationales. Plus spécifiquement et dans les centres de mise en œuvre, ce projet complète les actions santé, éducative, de sécurité alimentaire et de formation mise en œuvre, sur la base d'une approche compréhensive, par Amel Association International. Ces actions bénéficient du soutien de plusieurs pays membres de l'UE (France, Allemagne, etc.). De façon plus générale, ce projet contribue à la réponse nationale aux besoins en lien avec la cohésion sociale (LCRP, ERP), en lien avec les Nations Unies, les ONGs et les ministères de tutelle.

7. Impact et durabilité

Impact et durabilité : Plus de 13,800 personnes seront engagées dans la mise en place de mécanismes multi-sectoriels via ce projet. L'impact de cette action se veut pérenne via les centres médico-sociaux d'Amel, actifs sur le territoire et inclus dans le projet, et notamment dans le secteur de la protection, depuis plus de 40 ans ainsi que celui d'Akkar Network for Development. Ces centres seront les vecteurs de la continuité du projet, maintenant le lien avec les personnes protégées, suivies, sensibilisées et formées. Les différents outils en ligne et hors ligne développés permettront aussi de capitaliser, tout au long de la mise en œuvre du projet ainsi que d'assurer une potentielle réplique, via les curricula (R1 et R3) et les « tool kits » (R2). Ce projet, fondé sur une approche compréhensive, s'inscrit par ailleurs dans un cadre nexus et dans les éléments pertinents des ODD et se base sur des centres répondant / ayant répondu à des besoins humanitaires, il entend apporter des réponses structurelles permettant le développement de solutions pérennes et locales, accessibles à tous, et renforçant ainsi la cohésion sociale. Ce projet mis en œuvre par Amel, une association locale, en partenariat avec AND, contribue aussi, en termes d'impact, au renforcement de la localisation au Liban, en supposant un suivi et une capitalisation par et pour les associations et communautés locales.

8. Visibilité du donateur

Proposition à formuler par l'organisation qui introduit la demande : Dans tous les lieux de mise en œuvre du projet, des plaques seront présentes, soulignant la contribution du bailleur. Lors de l'organisation d'événements publics, des bannières et outils de visibilité seront disposés afin de souligner l'apport du donateur. Par ailleurs et via ses médias sociaux, Amel Association et AND publieront régulièrement des contenus. Les équipes terrain s'assureront aussi de communiquer verbalement aux populations affectées, aussi dans un souci de redevabilité, la contribution du donateur. Il faut enfin noter que le soutien du donateur sera inclus dans le rapport annuel d'Amel ainsi que sur / dans tous les éléments produits dans le cadre du projet (brochures, etc.) ainsi que le rapport de Akkar Network for Development.

9. Méthodes de suivi (Capacité de gestion)

Cadre logique (valeurs de base, résultats visés, indicateurs ...)

La première partie du cadre logique ci-dessous reprend la structure de mise en œuvre du projet ainsi que son analyse des risques et ses mesures de sécurité alors que la seconde partie, sur la page suivante, s'intéresse aux résultats par activité, indicateurs et valeurs. Le cadre logique, dans son ensemble, est disponible dans un document pouvant être transmis, sur demande. Il sera complété lors des 3 premiers mois du projet par la « Baseline » qui sera soumise dans les délais impartis au donateur.

	Indicateur	Valeur base	Résultat visé	Moyens de vérification	Analyse des risques (R) et mesures de mitigation (M)
<p>Objectif général : Lutter contre l'exclusion des femmes, des filles, des hommes et des garçons, issus des communautés hôtes et réfugiées les plus fragiles au Liban, renforcer leur résilience et leur autonomie, en facilitant leur accès aux droits économiques et sociaux (protection, services de base,) au sein de centres opérées par des organisations locales</p>					<p>(R1) La crise économique accentue l'inflation et le budget alloué ne permet pas de mettre en œuvre les activités. - (M1) Suivi prix fournisseurs, anticipation de la passation des marchés ;</p> <p>(R2) Les restrictions bancaires augmentent et/ou l'effondrement partiel du système bancaire se matérialise. - (M2) Adaptation modalités de paiement et diversification avec d'autres fournisseurs de services financiers (OMT, etc.) ;</p> <p>(R3) La situation sécuritaire se détériore (augmentation de la criminalité, de la violence, tensions socio-politiques, conflits armés, ...) et entraîne des contraintes d'accès. - (M3) Maintien dialogues locaux préventifs, Ancrage local Amel & AND, Sessions d'information sécurité pour équipes et populations, Reportions au groupe de travail accès d'OCHA ;</p> <p>(R4) Non adhésion aux politiques et procédures / détournement de biens et de services ou de compensations financières - (M4) Formations et suivi sur les politiques, procédures ;</p> <p>(R5) Cas de PSEAH - (M5) Formations et suivi de la politique PSEAH (hotline, comité de suivi, etc.) ;</p> <p>(R6) Manque de participation des populations affectées - (M6) "Aller vers", sessions de sensibilisation, mobilisation avec les acteurs locaux, etc.</p>
<p>Objectifs spécifiques: Renforcer la protection sociale, sans discrimination, des populations les plus vulnérables au sein de 6 centres multi-sectoriels au Liban ; Mettre en place des outils de sensibilisation, de suivi et d'évaluation de la cohésion sociale entre les populations les plus vulnérables au sein de 6 centres multi-sectoriels au Liban ; Améliorer l'autonomie et la résilience socio-économique des populations les plus vulnérables en les formant aux compétences de vie et professionnelle.</p>					

	Indicateur	Valeur de base	Résultat visé	Moyens de vérification
Résultat 1 : 6 centres multi-sectoriels ont permis à 6000 personnes vulnérables issues des communautés hôtes et réfugiées d'avoir accès à une protection sociale renforcée.				
A.1.1 Support psycho-social de groupe et individuel	# de femmes, filles, hommes, garçons qui, pendant le projet, auront amélioré leur situation psycho-sociale	0	4000	Rapports assistant social
A.1.2 Orientations et accompagnements éducatif et, sanitaires	# de femmes, filles, hommes, garçons qui, pendant le projet, seront accompagnés / référés pour une prise en charge éducative / sanitaire.	0	1550	Rapports assistant social
A.1.3 Gestion de cas individuels violence basée sur le genre / santé reproductive et sexuelle.	# de femmes, filles, hommes, garçons qui, pendant le projet, seront prise en charge individuellement en termes de violence basée sur le genre / santé reproductive et sexuelle	0	450	Rapports assistant social
Résultat 2 : 6 centres multi-sectoriels ont permis à 20 personnes travaillant avec des organisations locales de mettre en place des outils renforçant la cohésion sociale entre 1750 personnes issues des communautés les plus vulnérables.				
A.2.1 Formations de formateurs	# de personnels d'ONGs locales, désagregés par genre, qui, pendant le projet, auront acquis les compétences de gestion et de suivi des conflits	0	20	Rapport consultante de gestion de conflits
A.2.2 Sessions de sensibilisation et de dialogue	# de personnes sensibilisées aux questions de cohésion sociale via des sessions et groupes de dialogue pendant le projet.	0	1200	Rapports consultante de gestion de conflits
A.2.3 Evènements locaux et nationaux inter et intra-communautaires sensibles aux conflits	# de personnes issues des communautés qui participent aux événements locaux et nationaux pendant le projet.	0	500	Rapports consultante de gestion de conflits
Résultat 3 : 6 centres multi-sectoriels ont permis à 6050 personnes vulnérables issues des communautés hôtes et réfugiées d'augmenter leur résilience et leur autonomie économique et sociale				
A.3.1 Sessions "compétences de vie"	# de femmes, filles, hommes, garçons qui, à la fin du projet, auront acquis des "compétences de vie"	0	4000	Rapports formateurs
A.3.2 Formations professionnelles	# de femmes, filles, hommes, garçons qui, à la fin du projet, auront acquis des "compétences professionnelles"	0	2000	Rapports formateurs
A.3.3 Soutien financier aux regroupements développant des activités génératrices de revenus.	# de regroupements d'individus qui auront été développés de façon pérenne afin de générer des revenus	0	50	Rapports formateurs

Proposition pour le suivi et l'évaluation à formuler par l'organisation qui introduit la demande : Le suivi et l'évaluation dudit projet sera effectuée sur la base du cadre logique permettant d'informer la validité de la théorie du changement présentée. Un responsable de suivi et d'évaluation détaillera ce plan, avec le coordinateur de projet, en concertation avec les équipes terrain et les populations affectées. Ainsi et via ses visites terrain ainsi que la compilation des sources de vérification, il pourra faire un suivi régulier de l'avancée du projet. Au-delà du cadre logique, essentiellement quantitatif, le Coordinateur suivi et évaluation s'assurera aussi de mesurer la satisfaction des populations affectées afin d'assurer la redevabilité nécessaire avec le soutien, pour la composante cohésion sociale, d'un consultant qui y ajoutera aussi des indicateurs de perception et qualitatifs. Sur la base de la Convention établie avec le bailleur, le Coordinateur de projet soumettra de façon régulière des rapports sur l'état d'avancement des activités, s'assurant aussi du suivi du plan de gestion des risques, avec le Coordinateur programmes / partenariats. Ce dernier s'assurera aussi de la cohérence du suivi de ce projet avec les autres actions menées par Amel. Enfin, le suivi financier du projet, et de son efficience, sera effectué par le Coordinateur financier et ses coordinateur terrain, avec le support des équipes administratives, logistiques et comptables.

10. Budget détaillé axé sur les résultats (Efficience)

Le budget détaillé, pour les 27 mois de l'action, est présenté sur la page suivante. Il présente une division des frais opérationnels (divisés entre résultats), de gestion (limités à 10%) et frais administratifs (« overheads » limités à 7%). Tout comme pour le cadre logique, un fichier séparé est disponible sur demande afin de faciliter la lisibilité.

	Unité	# d'unités	Cout / unité	Unité temps	Fréquence	TOTAL	Belgique	Co-fin.	% du total
Couts opérationnels						€ 836,129	€ 834,811	€ 1,318	83%
1. Protection sociale						€ 534,952	€ 533,801	€ 1,150	53%
Point b cal terrain pour les centres Amel (34% - TPE)	Point b cal	0.34	€ 1,300.00	Mois	22	€ 9,724	€ 9,724	€ -	-
Point b cal terrain financier pour les centres Amel (34% - 30% TPE)	Point b cal	0.17	€ 1,000.00	Mois	22	€ 3,703	€ 2,777	€ 926	-
Point b cal terrain RH pour les centres Amel (34% - 5% TPE)	Point b cal	0.02	€ 1,200.00	Mois	22	€ 449	€ 224	€ 224	-
Point b cal terrain pour le centre AND (50% - TPE)	Point b cal	0.5	€ 752.00	Mois	20	€ 7,520	€ 7,520	€ -	-
Point b cal terrain finances pour le centre AND (50% - 10% TPE)	Point b cal	0.05	€ 1,410.00	Mois	20	€ 1,410	€ 1,410	€ -	-
Point b cal terrain protection de l'enfance / genre (45% TPE)	Point b cal	0.45	€ 2,507.00	Mois	20	€ 22,563	€ 22,563	€ -	-
Point b cal terrain mobilisation de la communauté (40% TPE)	Point b cal	0.4	€ 1,410.00	Mois	20	€ 11,280	€ 11,280	€ -	-
Sessions santé	Session	30.6	€ 28.20	Mois	20	€ 17,258	€ 17,258	€ -	-
Couts fonctionnement centres (34%) - communication, électricité, internet, etc.	Centre	1.7	€ 200.00	Mois	20	€ 6,800	€ 6,800	€ -	-
Couts fonctionnement centre AND protection (34%) - communication, électricité, internet, etc.	Centre	1	€ 188.00	Mois	20	€ 3,760	€ 3,760	€ -	-
Assistance sociale (34% TPE)	Assistance	1.7	€ 1,000.00	Mois	22	€ 37,400	€ 37,400	€ -	-
Assistante sociale protection senior AND	Assistante	1	€ 1,269.00	Mois	20	€ 25,380	€ 25,380	€ -	-
Animateurs protection et genre	Animateur	10	€ 750.00	Mois	20	€ 150,000	€ 150,000	€ -	-
Transports bénéficiaires	Centre	5	€ 1,500.00	Mois	20	€ 150,000	€ 150,000	€ -	-
Consommables pour les activités	Centre	6	€ 280.00	Mois	20	€ 33,600	€ 33,600	€ -	-
Ordinateurs portables pour l'assistance sociale et la mobilisation	Ordinateur	10	€ 500.00	Forfait	1	€ 5,000	€ 5,000	€ -	-
Location du centre pour les activités de protection AND	Centre	1	€ 282.00	Mois	20	€ 5,640	€ 5,640	€ -	-
Location des centres activités de terrain Amel (34%)	Centre	1.7	€ 300.00	Mois	20	€ 10,200	€ 10,200	€ -	-
Transports locaux (véhicule, chauffeur, essence, bus) pour les activités de protection au Akkar AND	Centre	1	€ 1,663.24	Mois	20	€ 33,265	€ 33,265	€ -	-
2. Cohésion sociale						€ 111,635	€ 111,495	€ 140	11%
Point b cal terrain pour les centres Amel (34% - TPE)	Point b cal	0.34	€ 1,300.00	Mois	22	€ 9,724	€ 9,724	€ -	-
Point b cal terrain financier pour les centres Amel (34% - 30% TPE)	Point b cal	0.01	€ 1,000.00	Mois	22	€ 112	€ 84	€ 28	-
Point b cal RH pour les centres Amel (34% - 5% TPE)	Point b cal	0.02	€ 1,200.00	Mois	22	€ 449	€ 337	€ 112	-
Couts fonctionnement centres (33%) - communication, électricité, internet, etc.	Centre	1.7	€ 200.00	Mois	20	€ 6,800	€ 6,800	€ -	-
Assistance sociale (33%)	Assistance	1.7	€ 1,000.00	Mois	22	€ 37,400	€ 37,400	€ -	-
Consultant formation cohésion sociale et suivi / évaluation	Consultant	1	€ 750.00	Mois	25	€ 18,750	€ 18,750	€ -	-
Développement et impression des tool kits	Consultance	1	€ 5,000.00	Forfait	1	€ 5,000	€ 5,000	€ -	-
Transports bénéficiaires	Centre	5	€ 100.00	Mois	20	€ 10,000	€ 10,000	€ -	-
Consommables pour les formations du personnel	Journée	10	€ 600.00	Forfait	1	€ 6,000	€ 6,000	€ -	-
Consommables et rafraichissements pour les sessions	Session	6	€ 25.00	Mois	20.00	€ 3,000	€ 3,000	€ -	-
Evénements locaux communautaires de cohésion et de lancement / clôture du projet (matériel, location, ...)	Centre	5	€ 500.00	Forfait	1.00	€ 2,500	€ 2,500	€ -	-
Location des centres activités de terrain Amel (33%)	Centre	1.65	€ 300.00	Mois	20	€ 9,900	€ 9,900	€ -	-
Evénement national de diffusion des résultats du projet cohésion sociale (matériel, location, ...)	Evènement	1	€ 2,000.00	Forfait	1.00	€ 2,000	€ 2,000	€ -	-
3. Résilience sociale et économique						€ 189,543	€ 189,515	€ 28	19%
Point b cal pour les centres Amel (33% - TPE)	Point b cal	0.33	€ 1,300.00	Mois	22	€ 9,438	€ 9,438	€ -	-
Point b cal terrain financier pour les centres Amel (33% - 30% TPE)	Point b cal	0.01	€ 1,000.00	Mois	22	€ 112	€ 84	€ 28	-
Point b cal terrain pour le centre AND (50% - TPE)	Point b cal	0.5	€ 752.00	Mois	20	€ 7,520	€ 7,520	€ -	-
Point b cal terrain finances pour le centre AND (50% - 10% TPE)	Point b cal	0.05	€ 1,410.00	Mois	20	€ 1,410	€ 1,410	€ -	-
Assistance sociale (33%)	Assistance	1.65	€ 1,000.00	Mois	22	€ 36,300	€ 36,300	€ -	-
Couts fonctionnement centres (33%) - communication, électricité, internet, etc.	Centre	1.65	€ 200.00	Mois	20	€ 6,600	€ 6,600	€ -	-
Formateurs life skills et formation professionnelle / atelier sur digital / mobile	Heure	108	€ 23.50	Mois	20	€ 50,760	€ 50,760	€ -	-
Transports bénéficiaires résilience économique	Centre	6	€ 101.52	Mois	20	€ 12,182	€ 12,182	€ -	-
Petites subventions pour MSMEs et coopératives	Subvention	50	€ 750.00	Forfait	1	€ 37,500	€ 37,500	€ -	-
Consommables / Rafrachissements bénéficiaires	Centre	6	€ 148.50	Mois	20	€ 17,820	€ 17,820	€ -	-
Location des centres activités de terrain Amel (33%)	Centre	1.65	€ 300.00	Mois	20	€ 9,900	€ 9,900	€ -	-
Couts de gestion						€ 108,814	€ 99,769	€ 9,045	10%
1. Ressources humaines						€ 59,712	€ 52,692	€ 7,020	5%
Coordinateur du projet (73%) - reporting, coordination, etc.	Coordinateur	0.73	€ 1,500.00	Mois	27	€ 29,565	€ 29,565	€ -	-
Coordinateur du programme protection & résilience économique (5%) - reporting, référencements, etc.	Coordinateur	0.05	€ 2,000.00	Mois	27	€ 2,700	€ 2,700	€ -	-
Coordinateur des programmes & partenariats (5%) - relation bailleur / Belgique et partenaire / AND, etc.	Coordinateur	0.05	€ 4,000.00	Mois	27	€ 5,400	€ 2,700	€ 2,700	-
Coordinateur financier (5%) - reporting financier	Coordinateur	0.05	€ 2,000.00	Mois	27	€ 2,700	€ 1,350	€ 1,350	-
Comptable (5%) - paiements vers les partenaires et le terrain	Comptable	0.05	€ 1,700.00	Mois	27	€ 2,295	€ 2,295	€ -	-
Assistant comptable (5%) - mobilisation des paiements avec les services financiers	Assistant	0.05	€ 1,200.00	Mois	27	€ 1,620	€ 1,620	€ -	-
Logisticien (5%) - acheminement des biens vers le terrain	Logisticien	0.05	€ 1,750.00	Mois	27	€ 2,363	€ 2,363	€ -	-
Coordinateur Passation des marches (5%) - achat des biens et des services	Conseiller	0.05	€ 1,200.00	Mois	27	€ 1,620	€ -	€ 1,620	-
Coordinateur RH (5%) - recrutement et contractualisation	Coordinateur	0.05	€ 2,000.00	Mois	27	€ 2,700	€ 1,350	€ 1,350	-
Coordinateur RH AND (7%) - recrutement et contractualisation	Coordinateur	0.07	€ 1,342.86	Mois	20	€ 1,880	€ 1,880	€ -	-
Responsable financier AND (7%) - reporting financier	Responsable	0.07	€ 2,014.29	Mois	20	€ 2,820	€ 2,820	€ -	-
Consultant Direction du Programme AND - relation partenariale et bailleur, coordination, etc.	Consultant	1	€ 272.60	Jour	10	€ 290	€ 290	€ -	-
Responsable de la logistique et de la passation des marches AND (6%) - achat des biens et services AND	Responsable	0.06	€ 3,133.02	Mois	20	€ 3,760	€ 3,760	€ -	-
2. Suivi et évaluation						€ 44,540	€ 42,515	€ 2,025	4%
Charge suivi et évaluation protection & livelihood (10%) et l'accompagnement de la Baseline	Coordinateur	0.1	€ 1,500.00	Mois	27	€ 4,050	€ 2,025	€ 2,025	-
Location du bureau et frais mensuels pour le suivi et l'évaluation AND	Bureau	1	€ 164.50	Mois	20	€ 3,290	€ 3,290	€ -	-
Voiture (location, essence, chauffeur) pour les visites de suivi et d'évaluation et Baseline	Voiture	1	€ 1,000.00	Mois	27	€ 27,000	€ 27,000	€ -	-
Communication (téléphone, internet) pour le suivi et l'évaluation et l'accompagnement de la Baseline	Forfait	1	€ 100.00	Mois	27	€ 2,700	€ 2,700	€ -	-
Baseline du projet	Consultance	1	€ 2,500.00	Baseline	1	€ 2,500	€ 2,500	€ -	-
Evaluation finale	Consultance	1	€ 5,000.00	Evaluation	1	€ 5,000	€ 5,000	€ -	-
3. Visibilité						€ 4,562	€ 4,562	€ -	1%
Coordinateur communication (5%)	Coordinateur	0.05	€ 2,000.00	Mois	27	€ 2,700	€ 2,700	€ -	-
Charge de communication et de visibilité AND	Charge	1	€ 94.00	Mois	10	€ 940	€ 940	€ -	-
Publications sponsorisées Facebook	Publication	1	€ 11.10	Mois	20	€ 222	€ 222	€ -	-
Roll up banner	Bannière	7	€ 100.00	Forfait	1	€ 700	€ 700	€ -	-
Sous-total couts directs						€ 944,943	€ 934,580	€ 10,363	93%
Overhead costs						€ 65,421	€ 65,421	€ -	7%
TOTAL						€ 1,010,364	€ 1,000,000	€ 10,363	100%

11. Annexes à ajouter (pas nécessaire pour les organisations accréditées ou multilatérales)

Dans le cadre de la soumission, par mail, de la présente annexe, les documents suivants sont joints :

- Statuts de l'organisation;
- Le dernier rapport annuel de l'organisation ;
- Une copie du dernier rapport des états financiers certifiés ;
- Un rapport d'audit externe récent de l'organisation, apportant la preuve d'un système performant de gestion organisationnelle (i.e. cartographie d'un cabinet indépendant). Sur ce dernier point, il est à noter que cette cartographie a été commanditée par le CDCS D'autres rapports d'audits programmatiques incluant une composante sur la gestion organisationnelle sont aussi disponible sur demande.